



Cinq organisations innovent pour la stabilisation de l'est de la RDC

I. Un consortium d'organisations expertes œuvrant en RDC depuis de nombreuses années

Le Consortium s'est réuni autour de **quatre organisations membres de l'Alliance2015** (Agence d'aide à la Coopération Technique Et au Développement, People in Need, Welt Hunger Hilfe et Concern Worldwide), lesquelles ont invité **une organisation experte** dans le secteur de la sécurité et de la transformation des conflits à les rejoindre (Réseau pour le Réforme du Secteur de la Sécurité et de la Justice).

Alliance 2015

De par son caractère inclusif, le Consortium dispose d'une **large couverture géographique** et de ressources humaines et matérielles lui permettant de développer **des programmes de qualité à l'est de la RDC**.

- Présence géographique :
 - ✓ Trois bureaux de représentation à Kinshasa
 - ✓ Huit bureaux provinciaux à Bukavu, Goma et Béné
 - ✓ De nombreux bureaux de terrain répartis dans les Kivus et en Ituri
- Ressources humaines :
 - ✓ 50 personnels internationaux
 - ✓ 570 personnels nationaux

Chacune des cinq organisations du Consortium contribue à l'objectif commun et ambitieux de stabilisation de l'est de la RDC, tout en apportant sa spécificité propre.

- **Alliance 2015** regroupe huit organisations non-gouvernementales européennes et vise à lutter contre la pauvreté de manière plus efficace en coopérant à différents niveaux, en travaillant dans les pays en développement et faisant du plaidoyer pour influencer les opinions publiques et politiques en Europe.
- **ACTED** est présente en RDC depuis 2003 avec pour but de couvrir les différents aspects de l'action humanitaire et du développement à travers une approche pluridisciplinaire adaptée à chaque contexte.
- **PIN** œuvre à l'est de la RDC depuis 2009 avec l'objectif principal d'assister les populations les plus vulnérables lors de crises, de contribuer au développement des régions défavorisées et de promouvoir le respect des droits de l'homme.
- **WHH** a renforcé son engagement en faveur de la RDC depuis 1997 suite à l'amplification des crises à travers une approche liant l'aide d'urgence, le relèvement et le développement.
- **CWW** a depuis 2004 une présence ininterrompue dans le pays, au Nord Kivu et au Katanga. La mission de Concern dans le pays est d'aider les personnes vivant dans l'extrême pauvreté à obtenir des améliorations majeures dans leurs vies, qui soient durables et se propagent sans le soutien continu de Concern, à travers une approche humanitaire et de développement ;
- **RRSSJ** a été créé en 2008 et est aujourd'hui présent dans onze provinces et comporte 289 organisations membres ; et intervient essentiellement sur la thématique de la réforme du secteur de sécurité (Police, FARDC, Services d'intelligence) et de la justice.

II. La stabilisation : un enjeu décisif à l'est de la RDC

- **Le contexte congolais**

En 2014, l'Est de la RDC continue à abriter un grand nombre de factions armées et reste le théâtre de cycles réguliers de violence. La complexité et la longévité du conflit congolais doivent être replacées

et analysées dans le contexte d'une désintégration profonde de la société congolaise au cours des dernières décennies et de l'effet cumulé de deux cycles de conflits se renforçant mutuellement – l'un régional, l'autre local.

Cette instabilité chronique s'explique notamment par les **faibles capacités des institutions sécuritaires** (FARDC, PNC) ne leur permettant pas d'assurer la protection des populations civiles et par **les capacités limitées de l'Etat à fournir les services publics de base**, maintenant ainsi les congolais dans une profonde insécurité matérielle et institutionnelle. Cette situation contribue à la création de groupes armés, souvent à caractère ethnique, desquels les individus dépendent pour leur sécurité.

En réponse à cette instabilité chronique, la MONUSCO a initié la **Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et Stabilisation (I4S)**. La notion de stabilisation désigne un processus visant à renforcer la confiance et la légitimité mutuelles entre l'Etat et la société pour qu'ils puissent résoudre ou atténuer ensemble différents types de conflits. Ce processus repose sur une double approche : du haut vers le bas (Top-down) – permettant à l'Etat de remplir ses obligations –, et du bas vers le haut (Bottom – up) – donnant aux populations les moyens nécessaires afin que l'Etat lui soit redevable.

- **Une première phase aux résultats décevants**

La première phase de l'I4S (2008/2012) a eu peu d'impact sur la stabilisation de l'est du pays et a connu **plusieurs limites**, dont les suivantes :

- manque d'analyse des origines et du contexte des conflits ;
- prévalence de la reconstruction matérielle sur la réforme de gouvernance ;
- processus peu inclusif : manque de consultation des autorités locales et des populations ;
- approche Top-down lorsqu'un processus Bottom-up est incontournable ;
- programme statique, sans capacité d'adaptation au contexte évolutif ;
- manque de volonté politique du gouvernement congolais.

Sur la base de ce constat critique, la stratégie I4S a été révisée et la phase 2 (2013/2017) est dorénavant approuvée par le Gouvernement de la RDC. Il s'agit de **poser les jalons pour une meilleure gouvernance et pour un développement sur le long terme** à travers une approche multidimensionnelle et intégrée, en réponse au caractère protéiforme des crises à l'est de la RDC.

III. Une vision commune et holistique de la stabilisation

En parallèle de la révision de l'I4S, le Consortium a tiré les conséquences de la première phase ; il dispose également d'une connaissance fine des enjeux et des défis de la stabilisation, laquelle rentre dans la stratégie d'intervention de chacun de ses membres.

- **Vision, mission et valeurs du Consortium**



Vision :

Le Consortium œuvre pour la stabilisation de l'est de la RDC à travers le renforcement des institutions, capables de transformer les conflits en partenariat avec les communautés dont elles ont regagné la confiance. De plus, la promotion de la bonne gouvernance et de la cohésion sociale contribue à lutter contre la pauvreté et consacre les communautés en tant que catalyseurs de leur propre développement.

Mission :

La mission du Consortium est d'accompagner les populations congolaises sur la voie de la stabilité dans le but d'assurer un développement durable et inclusif dans un environnement pacifié. Il s'agira de :

- Promouvoir la sécurité humaine à travers une intervention pluridisciplinaire et participative.

- Développer des actions spécifiques à chaque contexte sur la base d'une analyse précise des dynamiques liées au(x) conflit(s).
- Agir au niveau local, provincial, national et sous-régional en partenariat avec les communautés, les autorités locales, les institutions gouvernementales et les organisations de la société civile afin de multiplier l'impact et de garantir la pérennité des acquis.

Valeurs :

- Neutralité, transparence et redevabilité envers les parties prenantes.
- Respect des droits de l'Homme.
- Autonomisation des communautés et renforcement des capacités pour assurer la durabilité et l'appropriation de l'action.
- Respect du genre et de la parité comme fil conducteur du processus de développement
- Efficience et efficacité dans la mise en œuvre du programme pour assurer une utilisation intelligente de l'argent (« value for money »).
- Inclusion des parties prenantes et coordination des actions.

- **Les secteurs d'intervention**

Le Consortium regroupe différents savoir-faire permettant de couvrir **l'intégralité des piliers** identifiés par I4S. En effet, une action intégrée et pluridimensionnelle tout comme une **approche inclusive et multi acteurs** sont indispensables au succès durable d'un programme de stabilisation.

1. Dialogue Démocratique :

- Mise en place ou renforcement d'espace de dialogue au niveau local et provincial
- ❖ *Exemple : ACTED, en partenariat avec le CRONGD Sud Kivu (Conseil Régional des ONG de Développement), travaille à la mise en place d'espace de dialogue au niveau des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) et renforce les comités sectoriels composées des organisations de la société civile et des autorités étatiques au niveau provincial.*
- Plaidoyer pour l'intégration des résultats du dialogue dans les politiques publiques et pour le renforcement du cadre légal national et sous régional
- ❖ *Exemple : RRSSJ est le réseau le plus représentatif et le plus crédible dans le secteur de la réforme de la sécurité et de la justice ; de part sa légitimité il s'est forgé une expertise reconnue en matière de plaidoyer au niveau national et international. De plus, il coordonne le Groupe de Travail chargé du suivi de la mise en œuvre de l'accord cadre d'Addis Abeba et participe au Comité de Suivi de la Réforme de la Police au niveau national.*

2. Sécurité :

- Renforcement des capacités des FARDC et de la PNC à protéger les populations
- Lutte contre l'impunité
- Promotion des relations de confiance entre les forces armées et la population
- ❖ *Exemple : les organisations membres du RRSSJ mettent en œuvre des projets dans le secteur de la sécurité à l'est de la RDC. Le Consortium travaillera en partenariat avec ces acteurs spécialisés afin de profiter de leur expertise et de leur connaissance fine du contexte*

3. Restauration de l'Autorité de l'Etat :

- Promotion de la responsabilité sociale de l'Etat
- ❖ *Exemple : RRSSJ et ACTED utilisent différents outils dans le but de promouvoir la responsabilité sociale de l'Etat, tels que les Cartes Scores Communautaires, les tribunes d'expression populaire et le budget participatif.*
- Renforcement des principes de bonne gouvernance
- ❖ *Exemple : PIN appuie à l'élaboration de plans de développement locaux ou provinciaux et formation au Suivi et Evaluation des politiques publiques dans le secteur de santé.*
- Fourniture à l'Etat les moyens d'exercer son autorité
- ❖ *Exemple : ACTED, WHH, CWW et PIN disposent d'une longue expérience dans le secteur des infrastructures en RDC (y compris dans la réhabilitation de route), il s'agirait de construire*

de manière rationnelle des bâtiments administratifs et judiciaires ; tout en assurant la formation et l'équipement des agents de l'Etat.

4. **Retour, Réintégration et Relèvement Socioéconomique :**

- Développement des filières agro-pastorales
- ❖ Exemple : WHH, CWW et ACTED travaillent sur le développement de la chaîne de valeur agricole (production, transformation, écoulement et commercialisation) en parallèle de la réhabilitation de dessertes agricoles.

- Développement économique
- ❖ Exemple : ACTED et OXUS (institution de microfinance, membre du Groupe ACTED et opérationnelle en RDC depuis 2012) ont développé une stratégie d'intervention consacrant le continuum entre les actions de développement d'ACTED (appui au secteur agricole, Activités Génératrices de Revenus, etc.) et la micro finance.

- Résolution des conflits fonciers
- ❖ Exemple : Les organisations membres du RRSSJ effectuent des analyses des dynamiques des conflits sur des micro zones. Cette activité sera un préalable incontournable aux programmes du Consortium afin d'accéder à une compréhension fine des enjeux fonciers et de proposer des solutions adaptées à chaque contexte.

5. **Lutte contre les violences sexuelles :**

- Prévention des violences sexuelles
- Prise en charge holistique des victimes des violences sexuelles
- ❖ Exemple : PIN et WHH disposent d'une expertise dans la prise en charge des victimes, aussi bien médicale que psycho sociale, et dans leur réintégration socio-économique.

IV. **Les perspectives**

Des ateliers de travail entre les membres du Consortium sont régulièrement organisés dans le but d'affiner le dispositif organisationnel et de garantir une **action globale et pertinente**. Par ailleurs, un



important effort de **coordination** avec les différentes parties prenantes est en cours dans les provinces ciblées afin d'assurer une action la plus intégrée et la plus inclusive possible ; l'objectif étant de **maximiser l'impact des différentes interventions** en créant des synergies dans les zones ciblées.

Enfin, le Consortium envisage de recruter un consultant externe chargé de rédiger une note conceptuelle puis une proposition de projet – sur la base des conclusions des analyses de contexte pilotées par la SSU et des Stratégies Provinciales de Stabilisation

– laquelle sera disponible à la fin du mois de novembre 2014.

Contacts :

- Norik SOUBRIER, Directeur Pays d'ACTED en RDC, norik.soubrier@acted.org
- Antoine ESCLATINE, Directeur Pays de CWW en RDC, drc.cd@concern.net
- Michala SEDLACKOVA, Chef de Mission de PIN en RDC, michala.sedlackova@peopleinneed.cz
- Georges HOUNGA, Directeur Pays de WHH en RDC, georges.hounga@welthungerhilfe.de
- Emmanuel KABENGELE, Coordonnateur National de RRSSJ, emmanuel-kabengele@rssi-rdc.org